Parti de Gauche
ÉCOLOGIE • SOCIALISME • RÉPUBLIQUE
MEMBRE DU FRONT DE GAUCHE

KIT MILITANT
ELECTIONS VENEZUELIENNES

Pourquoi la victoire de CHAVEZ est aussi la nôtre !

INTRODUCTION

La commission internationale « Amérique Latine » du parti de Gauche a décidé de faire ce « kit militant » à destination de tous les militant-e-s du parti pour approfondir les enjeux des prochaines élections au Venezuela Il s'agit d'argumenter les raisons pour lesquelles nous espérons la victoire du président Hugo Chavez, qui signifierait une grande victoire pour le peuple Latino-américain.

Nous, militant-e-s du Parti de Gauche subissons comme n'importe quel citoyen-ne le bombardement médiatique contre le président du Venezuela, et cela nous mène à nous poser des questions légitimes. Nous souhaitons par le présent travail fournir des informations capables de contrebalancer la propagande de l'oligarchie latino-américaine et états-unienne concernant le Venezuela.

Nous voulons pour cela donner un sens politique à notre travail, il ne s'agit pas de faire un commentaire de journaliste, d'historien ou d'observateur extérieur qui aurait un regard « soi disant » neutre sur la question. Nous espérons que le lecteur puisse comprendre que la révolution citoyenne est un train en marche dans plusieurs pays d' Amérique Latine et qu'il ne s'agit pas rester sur le quai en se demandant s'il roule bien, s'il a suffisamment de vitesse ou pas. Il s'agit de réfléchir comment nous nous y accrochons et comment notre travail ici contribue à faire avancer la victoire commune de la gauche internationaliste. Lors de ce travail nous nous sommes tous reconnus dans une citation de l'ex-président Brésilien Ignacio Lula da Silva :

"Chavez, compte sur moi […] compte sur la solidarité et sur l'appui de chaque militant de gauche, de chaque démocrate et de chaque latino-américain. Ta victoire sera notre victoire. Une forte un salut fraternel et merci, compagnon, pour tout ce que tu as fait pour l'Amérique Latine."

Ce « kit » est le premier d'une série qui sera faite en direction des militant-e-s du parti pour alimenter notre pensée internationaliste. Ceci est né du besoin que nous avons ressenti à ce propos lors du « remue méninges 2012 » du Parti de Gauche il y a presque un mois.

Le travail a été coordonné par le responsable de la Commission Amérique Latine, Eduardo MENESES et est basé sur le travail collectif de plusieurs camarades de la commission et du parti : Romain MIGUS, Guillaume BEAULANDE, Ramzi KEBAILI, Céline MENESES et Laurent MAFFEIS. Merci à Marie GAUDFERNU pour la relecture.

Ce « kit » a été conçu en différents chapitres thématiques qui permettront au lecteur de se déplacer de l'un à l'autre indistinctement sans que cela nuise à la cohérence du texte et de ses arguments.

Nous espérons que ce travail pourra inspirer des formations, ateliers de lecture, débats autour de documentaires ou toute autre initiative d'éducation populaire autour du Venezuela et des avancées de la révolution bolivarienne. Toute personne l'ayant lu devrait être en mesure d'en organiser et bien entendu, la commission Amérique Latine se met à disposition du parti pour en organiser.

HASTA LA VICTORIA SIEMPRE COMPAÑEROS !!

I - CHRONIQUE DE LA « REVOLUTION BOLIVARIENNE »

La gauche latino-américaine de la fin du XXème siècle a souvent fait allusion à la bataille pour une « deuxième indépendance » du continent. La première, était l'indépendance vis-à-vis de la métropole ibérique (Espagne mais aussi Portugal pour le Brésil). Et c'est précisément des idéaux des figures historiques de la « première indépendance » telles que Simon Bolivar, Antonio José de Sucre ou José Marti que la gauche latino-américaine puise son inspiration pour mener aujourd'hui sa **« deuxième indépendance » contre la néo-colonisation du continent.** On aime souvent dire que l'épée de Simon Bolivar parcourt encore l'Amérique Latine.

Cette « deuxième indépendance » a pris des formes différentes selon les époques (luttes des peuples indigènes, luttes pour une réforme agraire, luttes pour une souveraineté populaire capable de s'opposer aux multinationales…). Aujourd'hui le continent sort de ce que le Président équatorien, Rafael Correa, appelle **la « longue et triste nuit néolibérale »,** fruit de l'application, durant plus de trente ans, des recettes économiques désastreuses du FMI et la Banque Mondiale. **Recettes en rien différentes de celles que la Troika** essaye d'imposer en Europe aujourd'hui et qui ont fait de **l'Amérique Latine la zone la plus inégalitaire au monde.**

Dans ce contexte, le Venezuela tient un rôle central dans la lutte pour la décolonisation du continent, l'éradication de la pauvreté endémique et la conservation de l'écosystème latino-américain, véritable poumon de la planète. Pour le reste de la gauche dans le monde, l'exemple vénézuelien est essentiel en tant que **démonstration du fait que mener une révolution par les urnes est possible.**

« LA LONGUE ET TRISTE NUIT NEOLIBERALE »

Un fait important a marqué l'histoire moderne de l'Etat vénézuélien :

En **1958, le pacte de Punto Fijo** est signé par quelques uns des partis politiques les plus importants du Venezuela : Acción Democrática (AD), Comité de Organización Política Electoral Independiente (Copei) et Unión Republicana Democrática (URD).

Ce pacte mène les signataires à se mettre d'accord sur un programme politique commun. Il avait pour but affiché celui de redonner une stabilité républicaine au Venezuela face à la menace d'un retour possible des dictatures. Cependant, dans les faits, **le pacte a surtout exclut le Parti Communiste Venézueilien (PCV) et a instauré une alternance entre l'AD et le COPEI qui a duré jusqu'à l'élection de Chavez en 1999.**

Les 40 ans de puntofijismo ont signifié pour le Venezuela la continuité d'une politique construite sur la base des intérêts d'une oligarchie locale liée aux multinationales pétrolières et sourde vis-à-vis des besoins de la population.

REVOLTE SOCIALE ET APOGEE DE LA REPRESSION D'ETAT : LE « CARACAZO »

Le 16 février 1989, le président Carlos Andrés Pérez annonce une série de mesures d'austérité pour renflouer la dette externe du pays « le paquet économique ». C'est le début d'un soulèvement sans précédent. Les premiers soulèvements ont lieu à Guarenas contre l'augmentation des tarifs dans les transports urbains (+200%) puis s'étendent aux principales villes du pays.

Dans un contexte de fortes tensions sociales, le corps enseignant et les étudiants rejoignent le mouvement ; 230 000 grévistes pendant 17 jours. Le mouvement prend de l'ampleur car les policiers profitent du climat pour demander des augmentations de salaire.

27 février 1989 : Révolte massive réprimé dans le sang « Caracazo » (plus de 3000 morts).

Le 28 février, le gouvernement, ainsi que des membres de l'autorité militaire, et du parti de l'opposition votent le plan Avila qui permet la suspension des libertés constitutionnelles : l'armée a alors carte blanche. Mais une fraction de l'armée, le MBR-200 (Mouvement bolivarien révolutionnaire des 200, auquel appartient Hugo Chavez) condamne cette barbarie.

LUTTE CONTRE ZONE DE LIBRE ECHANGE DES AMERIQUES ET TENTATIVE DE COUP D'ETAT

Cette période est marquée par l'acharnement des Etats-Unis à vouloir profiter de la crise économique et du surendettement des pays d'Amérique Latine pour serrer l'étau néo-libéral. Georges Bush propose le projet de **zone de libre-échange des Amériques (ALCA en espagnol), dans la lignée de l'ALENA** (accord de libre-échange entre les Etats-Unis, le Mexique et le Canada). « L'ALCA se base sur les clauses de l'OMC et sur les orientations fondamentales du FMI, et de la Banque mondiale ». (Joseph Stiglitz)

1992 : deux tentatives de coup d'Etat sont menées en février et en novembre dont l'une par Hugo Chávez. Finalement, ces soulèvements militaires sont un échec, Chavez écope de 30 ans de prison mais sera gracié en 1996 par le président Rafael Caldera

Le Venezuela entre alors dans une nouvelle période. : la défaite militaire se traduit en espoir politique pour le peuple vénézuélien puisque la guérilla se rapproche de la gauche anti-libérale pour faire émerger un nouveau pôle politique à gauche.

ARRIVE DU « DOCTEUR » FMI ET ACCELERATION DE LA CRISE

Le président Rafael Caldera (1994-1998), fondateur de la COPEI, finit par plier aux exigences du FMI sous la pression de la crise économique.

Les **conditions exigées par le FMI** pour un prêt de 5 milliards de dollars sont colossales:

- **ramener le déficit budgétaire à 1.5% du PIB, alors qu'il est à 7% en 1995**
- dévaluer le bolivar de 70%
- lever le contrôle des changes
- **privatiser le secteur public**
- l'Etat doit se défaire de 49% des actions détenus dans la compagnie de téléphones

Le bilan est désastreux, le pays commence alors un cercle vicieux, semblable à celui qu'on observe aujourd'hui en Grèce. La dette extérieure qui était en 1970 de 1.4 milliards de dollars passe en 1999 à 37.2 milliards de dollars. **En 1999 21,7% de la population est dans l'extrême pauvreté et 20% de la population est au chômage.**

REVOLUTION BOLIVARIENNE

Une fois libéré, en 1996, Chavez crée un parti politique nommé **« Movimiento Quinta República, MVR » (Mouvement Cinquième République),** une version civile du MBR-200. C'est à la tête de ce parti qu'il gagnera les élections, deux ans plus tard. Un des axes centraux de ce mouvement politique est, comme son nom l'indique la **refondation républicaine du Venezuela. Le MVR propose de le faire à travers une assemblée constituante.** Après des dizaines d'années de lutte contre la marchandisation de toutes les dimensions de la vie humaine, les mouvements sociaux, les partis politiques et les plus démunis s'identifient avec cet horizon politique de redéfinition d'un contrat social et des droits des citoyens.

Le slogan de sa campagne électorale le proclame **« fléau de l'oligarchie et héros des pauvres ».**
La coalition de partis de gauche, rassemblée autour du MVR, remporte une majorité des sièges du Congrès national lors des élections législatives du 8 novembre 1998 avec toutefois une assemblée fragmentée, composée de nombreux petits partis.

Le 6 décembre 1998, **Chavez sort victorieux de l'élection présidentielle avec 56 % des voix**, la plus forte majorité jamais constatée à cette élection en quarante ans de démocratie vénézuelienne Il propose en 1999, comme promis lors de sa campagne, un référendum sur l'opportunité d'une constituante, (victoire du oui à 92%), l'Assemblée Constituante se réunit et **la Constitution rédigée est votée par référendum à 72%.**

II - EN ROUTE VERS LE SOCIALISME DU XXI SIECLE : LA GAUCHE A L'EPREUVE DU POUVOIR

Eléments sur le bilan des politiques mises en place sous la présidence de Chavez au Venezuela (Sources : Institut National de Statistiques, Banque Centrale du Venezuela, Ministère de la Santé et Ministère de l'Education).

Excellent documentaire à voir sur l'implication populaire
Au sein de la révolution Bolivarienne :
« Portraits de lutte » : https://vimeo.com/47671259

1. LES REALISATIONS POLITIQUES ET DEMOCRATIQUES

Chavez a mis en place un processus constituant. Le texte a été élaboré par une **assemblée constituante** dans le courant de l'année 1999. Il a été soumis à un référendum populaire le 15 décembre 1999. Le texte constitutionnel ayant été approuvé par référendum (par 72% des votants), il est promulgué le 20 décembre 1999, et remplace l'ancienne constitution du Venezuela de 1961 (qui avait été faite par qui ?).

La Constitution de 1999 est la **première constitution approuvée par référendum populaire, dans l'histoire du Venezuela**. Par la suite, Chavez **a gagné 14 des 15 consultations électorales** organisées dans le pays, dont un référendum révocatoire enclenché par la droite. Il s'est incliné devant le résultat de la seule qu'il ait perdu.

Des nouvelles formes d'implication populaire sont prévues par la nouvelle Constitution :

- **le référendum révocatoire** : il permet au peuple de destituer, à mi-mandat, n'importe quel gouvernant, fonctionnaire ou administrateur public, y compris le Président. Ce référendum révocatoire doit être demandé par une pétition recueillant les signatures de 20% des lecteurs ou électrices de la circonscription concernée. Pour que la personne concernée soit révoquée, il faut que le nombre de personnes votant pour la destitution soit égal ou supérieur à celui qu'il a obtenu lors de son élection.
  Cette nouvelle procédure a été mise en œuvre pour la première fois lors d'un référendum en 2004, qui visait à destituer le président Chavez (ce dernier l'emporta largement avec 59% des voix).

- **le référendum consultatif** sur les matières de droit international ou les matières particulières (municipales, communales et étatiques).

- **un référendum législatif** pourra être organisé sur les projets de loi en discussion à l'Assemblée Nationale, décidé par au moins les deux tiers des membres. Si le référendum est adopté avec une participation de vingt cinq pour cent des inscrit(e)s le projet correspondant vaudra loi.

- **le référendum abrogatif** permet de soumettre au peuple l'abrogation d'une loi si au moins 10% des électeurs inscrits ou le Président de la République ou le conseil des ministres le demandent

Cette possibilité d'implication populaire nouvelle et les campagnes d'incitation à l'inscription sur les listes électorales ont eu comme résultat 5 millions de nouvelles personnes inscrites. Le nombre d'électeurs inscrits est passé de 11 à 16 millions de 2003 à 2006 soit une augmentation de 45 % !

La Constitution « sanctuarise » certains services publics :

- "Le **financement du système public de santé** est une obligation de l'État" (art 83)
- "L'éducation est un droit de l'Homme et un devoir social fondamental, elle est démocratique, gratuite et obligatoire. L'État l'assumera comme fonction obligatoire et de grand intérêt à tous les niveaux et modes" […] "**L'éducation est un service public**" (art 102)
- "L'État développera une politique d'aménagement du territoire en tenant compte des réalités écologiques, géologiques, des populations, sociales, culturelles, économiques politiques" (art 128). "Toutes les activités susceptibles de générer des dommages à l'écosystème doivent être préalablement accompagnées **d'études d'impact environnemental et socioculturel**. " (art 129)

2. L'EDUCATION

Pour Chavez, **le Venezuela est une "une grande salle de classe".**

Ceci est basé sur une réalité très concrète. En effet, en comptant de la maternelle à l'Université et en prenant en compte les différentes « missions » visant à rendre accessible l'éducation pour les plus démunis et ceci tout au long de la vie on a le chiffre suivant : **sur les 29 millions de vénézuéliens, plus de 14 millions étaient scolarisés, en formation ou poursuivaient des études en 2009, soit presque 50%.**

Pour avoir une vision plus détaillée de la situation, voici quelques chiffres clé :

- 85 % des enfants sont scolarisés (la part du PIB consacré à l'éducation a triplé en 10 ans)
- L'analphabétisme, de 9 % en 1998, a été éradiqué en 2005, selon l'UNESCO
- La scolarisation des enfants a augmenté de 70 % en 10 ans (1999-2009)
- 50 % des enfants vénézuéliens étaient inscrits à l'école en 1998 puis 85 % en 2008. Soit une augmentation du nombre d'inscrits de 70 %
- Le nombre d'étudiants a été multiplié par 3 en 10 ans (1999-2009) Il est passé de 900 000 inscrits à 2 millions d'inscrits.

Pour obtenir ces résultats, le gouvernement de la révolution bolivarienne s'est donné les moyens de cette politique publique de garantie d'une éducation pour tou-te-s :

- Le gouvernement bolivarien a créé des écoles maternelles (Plan Simoncito) et **supprimé les droits d'inscription aux écoles publiques.**
- Le **nombre d'instituteurs dans les écoles publiques a été multiplié par 5 en 10 ans**. Il est passé de 65 000 à 343 000
- Le nombre **d'enfants ayant accès aux cantines scolaires a été multiplié par 16 en 10 ans** (entre 1998 et 2008). Il est passé de 250 000 à 4 millions.

1,3 million de vénézuéliens étudient également grâce aux missions à destination des plus démunis :

- La "**Misión Robinsón**" pour l'alphabétisation
- La "**Misión Ribas**" pour la poursuite de l'enseignement scolaire (plus de 100.000 bourses attribuées pour des personnes souhaitant finir leur baccalauréat mais n'ayant pas les moyens de le faire)
- La "**Misión Sucre**", l'équivalent de Ribas, mais pour l'éducation supérieure.

3. LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE

Les investissements sociaux (43,2 % du budget de l'Etat) ont permis de réduire considérablement les situations de pauvreté, en effet ;

- **L'extrême pauvreté a été divisée par 4 en 6 ans** (2003-2009), elle est passée de 30% en 2003 à 7,5% en 2009
- **La pauvreté est passée de 54,7% en 1995 à 26,8% en 2010.**
- Le taux de mortalité infantile (enfants de moins de 5 ans) a été divisé par 2 en 20 ans, il est passé de 32 pour 1000 en 1990 à 16 pour 1000 en 2009

Pour faire face aux graves problèmes d'insécurité alimentaire et de sous-nutrition, le gouvernement bolivarien a mis en place deux missions répondant à la demande historique du peuple latino-américain pour une redistribution des terres agricoles:

- **Mission « Vuelta al campo »** : politique d'incitation à l'installation de nouveaux agriculteurs dans des terres improductives soit de l'Etat, soit dans des terres obtenues par expropriation des propriétaires privés.
- **mission « mercal » :** permet de vendre dans des épiceries et des supermarchés des aliments subventionnés par l'Etat qui permettent aux populations les plus pauvres d'avoir accès à de l'alimentation à bas prix. (en 2008, plus de 13 millions de vénézuéliens ont eu accès à ces denrées alimentaires). Cette mission s'accompagne d'une politique de développement de la production locale et des circuits courts à travers les quelques 16.600 établissements habilités par l'Etat pour cette mission.

4. LA SANTE

L'état de sante de la population s'est nettement amélioré :

- La santé et la sécurité sociale représentent 21 % du budget de l'Etat
- Le nombre de centres de santé a été multiplié par 2
- Le nombre de centre de soins dentaires a été multiplié par 3

En 1998, seulement 10 % de la population (3 millions de personnes) avait un accès régulier aux soins. Grâce aux centres de santé ouverts depuis 1998, 50 % de la population (17 millions de personnes) ont pu être soignés.

En effet, la **« Mission barrio adentro »** a permis la construction de plus de 600 centres de diagnostique et consultation, 600 centres de réhabilitation et 35 centres avec des infrastructures de haute technologie médicale.

Une mission emblématique de la révolution bolivarienne est la **« Mission milagro »** (« Mission miracle »). Il s'agit d'un programme de coopération entre Cuba et le Venezuela qui a pour but de permettre aux personnes ayant des difficultés oculaires de pouvoir être opérées gratuitement. plus de 6 millions de personnes ont bénéficié de ce programme dans les pays de l'ALBA ces dix dernières années.

5. L'ECONOMIE

Le gouvernement a donné la priorité aux dépenses sociales rompant ainsi avec la tradition néolibérale imposée par le consensus de Washington (Banque Mondiale, FMI, et Trésor Américain) qui donnait la priorité absolue au paiement de la dette. Ceci n'a pas empêché au Venezuela de diminuer le montant de celle-ci, grâce aux résultats obtenus avec ses programmes de relance économique, radicalement opposés aux ajustements structurels proposés par le FMI.

Les résultats sont probants :

- Le **PIB a été multiplié par 3 durant ces 12 années**, il est passé de 88,5 millions de dollars US à 258 millons de dollars US.
- Le **soutien financier du gouvernement à la production agricole a été multiplié par 7** :il est passé de 270 millions de bolivars en 1998 à 2000 millions de bolivars en 2010, La superficie cultivée a augmenté de 50 % en 10 ans et la production agricole a augmenté de 50 % en 20 ans (1988-2010)
- La **dette publique a diminué de + de 50 % en 12 ans** et elle est une des plus faibles d'Amérique du Sud. Elle est passée de 45 % du PIB en 1998 à 19 % en 2010. Elle est 2 fois moins élevée que celle de la Colombie et 2,5 fois moins élevée que celle de l'Argentine.

Il faut noter qu'il ne s'agit pas ici d'une croissance aveugle ou du dogmatisme de la croissance pour la croissance, puisque celle-ci profite à tous :

- Le Budget de PDVSA (entreprise nationale pétrolière) pour le développement social entre 2001 et 2010 a été de 83.384 milliards de dollars.
- Le **taux de chômage a diminué de plus de 50 % en 10 ans**, il est passé de 18 % en 1998 à 7,4% en 2009
- Le **salaire minimum a été multiplié par 12 en 12 ans** (1998-2010) et est le plus élevé d'Amérique latine. Il est passé de 100 bolivars en 1998 à 1223 en 2010
- Le coefficient de Gini, qui mesure les inégalités est le plus bas d'Amérique latine (0 signifie l'égalité parfaite et 1 signifie l'inégalité totale et qui est très difficile à améliorer) est passé de 0.4874 en 1997 à 0.3898 en 2010
- Le **nombre de bénéficiaires d'une pension de retraite a été multiplié par 3**

6. LA PLURALITE DES MEDIAS

Un des sujets les plus souvent utilisés pour attaquer le gouvernement vénézuelien est celui de la liberté de la presse. Les chiffres permettent de démentir ces attaques. Les médias sont en effet majoritairement privés et en grande partie il s'agit de médias clairement d'opposition agissant en permanence pour déstabiliser le gouvernement vénézuélien.

Seulement 10 % des radios sont publiques

- En 1998 : 36 radios publiques et 511 radios privées *soit 6,5 % de radios publiques*
- En 2010 : 107 radios publiques et 881 radios privées ou communautaires *soit 10 % de radios publiques*

Seulement 12 % des chaînes de télévisions sont publiques

- En 1998 : 8 chaînes de TV publiques et 32 privées *soit 20 % de chaînes publiques*
- En 2010: 13 chaînes de TV publiques, 37 communautaires, 61 privées *soit 12 % de chaînes publiques*

Pa ailleurs, programme de soutien aux médias locaux et à la télévision participative a été mis en place par le gouvernement, donnant ainsi la parole aux « invisibles » de l'écran : « Vivé TV »

Documentaire à voir concernant les médias au Venezuela :
« Le signal est à tous ! » (http://youtu.be/OuANnUAcnwQ)

7. DEPENSES MILITAIRES

On fait souvent passer le Vénézuela pour un Etat militaire, de par la formation de Hugo Chavez. Les médias d'opposition abusent d'ailleurs systématiquement de cette histoire, en refusant de se référer à lui en tant que président constitutionnel de la république bolivarienne du Venezuela, il est souvent nommé par son ancien rang militaire. Ceci est construit totalement dans le but de rapprocher Chavez de l'image de nombreuses dictature militaires ou des régimes proches des militaires (ou paramilitaires comme le cas de la Colombie) ayant existé tout au long du XXème siècle en Amérique Latine.

Cependant la réalité de la politique d'armement du Venezuela s'oppose clairement à cette image. Les dépenses militaires du Venezuela sont faibles :

Selon l'Institut International de Stockholm sur les recherches pour la paix, le Venezuela consacre 1,3 % de son PIB à l'armement. C'est 3 fois moins qu'au Chili (3,1%) et 4 fois moins qu'en Colombie (4,1%) ou aux Etats-Unis (4,6%).

III - REACTION CONTRA-REVOLUTIONNAIRE DE L'OLIGARCHIE ET TENTATIVES DE DESTABILISATION ETRANGERES

TENTATIVE DE COUP D'ETAT ET RIPOSTE POPULAIRE

Dès 2001 : avec les premières réformes structurelles dans l'économie, la réaction de l'oligarchie et des secteurs les plus conservateurs ne se font pas attendre. **Des appels à descendre dans la rue pour renverser le Président parcourent les ondes médiatiques, grâce à sa mainmise de l'oligarchie sur les moyens de communication.**

Le 11 avril 2002 un coup d'Etat Militaire fomenté par l'oligarchie vénézuélienne renverse le gouvernement pendant moins de 48 heures. Pendant ces heures, l'éphémère gouvernement abolit tous les systèmes d'élection populaire et déclenche une violente répression contre ses opposants. **Ce putsch est appuyé par les médias privés du pays. Le gouvernement putschiste est aussitôt reconnu par le gouvernement des États-Unis, ainsi que par l'Union européenne, par la voix de sa présidence espagnole.**

La population descend massivement dans la rue, ce qui est occulté par les médias putschistes, mais le mot court dans les rues et le lendemain, avec l'affluence de centaines de milliers de personnes au palais présidentiel. Hugo Chávez retrouve le pouvoir.

Le gouvernement d'Hugo Chávez porte plainte, en mars 2004, auprès de l'Organisation des États américains (OEA) contre le gouvernement de Washington, pour son soutien au putsch de 2002, affirmant avoir de nombreuses preuves de sa complicité. Ceci ne sera jamais reconnu par l'OEA, organisme sous forte influence étasunienne.

Très bon documentaire sur le sujet du coup d'Etat, absolument à voir:
La révolution ne sera pas télévisée!
(http://www.youtube.com/watch?v=ElCkAgUx7og)

AU GRAND BAL DES HYPOCRITES: L'OEA CONTRE CHAVEZ

Depuis sa création en 1951, l'Organisation des Etats Américains (OEA) est un instrument des Etats-Unis afin de lutter contre le développement des idées marxistes et de maintenir son emprise idéologique sur le continent latino-américain. **Ainsi, Cuba fut exclu de l'OEA après la chute de la dictature de Batista, tandis que toutes les dictatures d'extrême-droite du continent furent protégées**, à l'image du Chili après le coup d'Etat du 11 Septembre 1973.

L'OEA dispose d'une Cour Interaméricaine des Droits de l'Homme (CIDH), qui est plus particulièrement chargée de protéger les droits des oligarchies régnant sur le continent. En revanche, les plans d'austérité qui ont ravagés les populations et les exactions commises contre les militants de gauche ne semblent pas du ressort de ses compétences.

En 30 ans, entre 1969 et 1999 la CIDH n'a admis que 5 pétitions contre l'État Vénézuélien malgré les innombrables violations aux droits de l'Homme de cette période de répression, les disparitions, les tortures et les assassinats. Par contre, **depuis l'élection de Chavez en 1999, c'est-à-dire en 12 ans, la CIDH a admis plus de 36** pétitions en ignorant les avancées significatives qui ont eu lieu au Venezuela en matière des droits de l'homme.

La CIDH en outre a admis de nombreuses dénonciations contre le Venezuela pourtant remplies d'imprécisions, sans nom, date, lieu en relation exacte avec les faits dénoncés, de même que sans de preuve des faits dénoncés. **Elle s'est souvent simplement fait l'écho des affirmations de la presse et des organisations politiques ouvertement hostiles au gouvernement bolivarien**. Elle a admit et diffusé des dénonciations sur des faits hypothétiques ou incertains comme les effets que pourraient avoir l'adoption d'une loi ou l'adoption ou pas de certaines mesures politiques, ce qui constitue une ingérence politique grave. Cette ingérence n'est pas que politique, elle est également judiciaire: la CIDH a admis des dénonciations sur des cas en cours de résolution par la justice vénézuelienne!

La CIDH a même reconnu et a essayé de rendre légitime le coup d'État du 11 avril 2002 contre Chavez! Elle ne s'est bien entendu pas prononcée en faveur du Président Chavez lors qu'il a été kidnappé les 11, 12 et 13 avril!

En conséquence, Hugo Chavez a annoncé en 2012 son retrait de l'OEA, et est depuis accusé par l'opposition vénézuélienne de faire "cavalier seul". De son côté, **Washington a fustigé la décision de Caracas**. Victoria Nuland, porte-parole du Département d'Etat a déclaré que « le Venezuela enverrait un message lamentable au sujet de ses engagements envers les droits de l'homme et la démocratie » au reste du continent, en se retirant de la juridiction de la CIDH. Nuland a fait l'éloge de l'entité interaméricaine, et a fait part de son respect pour cette dernière.

Néanmoins, la position des Etats-Unis n'est pas exempte de contradictions. En effet, contrairement à l'ensemble des pays de l'Amérique latine, **les Etats-Unis, tout comme le Canada, ont toujours refusé de se soumettre à la juridiction de la CIDH et ne reconnaissent pas son autorité**, estimant qu'elle viole leur souveraineté nationale.

Pourtant, bien au contraire, le Venezuela a un rôle fondamental dans l'intégration régional du continent et essaie de soustraire le continent à la mainmise états-unienne en participant activement à **une alternative à l'OEA, la Communauté des Etats Latino-Américains et des Caraibes (CELAC)**, qui inclut tous les pays du sous-continent, y compris ceux dirigés par la droite dure comme le Chili, la Colombie ou le Mexique.

Dans le cadre de cette alliance diplomatique, des positions fortes ont déjà été prises, comme récemment pour dénoncer les attaques contre l'ambassade d'Equateur en Angleterre (où s'est réfugié Julian Assange) et surtout pour condamner le coup d'Etat au Paraguay contre le président Fernando Lugo en Juin 2012. En refusant de prendre clairement position sur ces violations flagrantes des droits de l'homme, l'OEA s'est une fois de plus décrédibilisée, et n'est plus qu'une coquille vide.

Contrairement à ce qu'affirment certains médias mal intentionnés, le Venezuela ne s'est donc pas retiré de l'OEA afin de se soustraire à ses obligations morales en matière de respect des droits de l'homme, mais bien au contraire pour permettre à ceux-ci d'être enfin réalisés.

Combinée à l'ALBA et à l'UNASUR, la CELAC est ainsi un nouvel outil diplomatique au service des peuples latino-américains afin de réaliser le projet bolivarien d'une véritable unité régionale.

L

IV – INTEGRATION REGIONALE : LE VENEZUELA ET LE GRAND PROJET BOLIVARIEN

Fidèle au rêve d'union latino-américaine de Simon Bolivar, le Venezuela multiplie les efforts afin de favoriser l'unité de l'Amérique Latine:

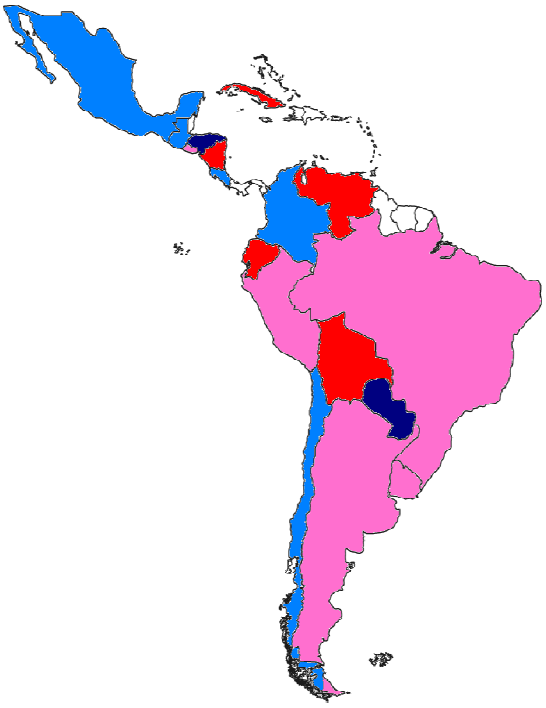
- **Intégration énergétique à travers un tarif préférentiel du pétrole**. Cette utilisation du pétrole correspond à une vision différente des échanges commerciaux contenue dans les « Traités de commerce pour les Peuples », qui sont des instruments d'échanges commerciaux solidaires et complémentaires en faveur des peuples. Dans ce cadre s'effectuent par exemple des échanges entre du pétrole vénézuelien et des médecins cubains qui vont former des médecins vénézuéliens.

- **l'UNASUR**, qui part d'un marché commun. Cependant l'UNASUR s'oppose au projet états-unien d'une Zone de Libre Echange pour les Amériques (ZLEA) et ses fondements néo-libéraux. L'UNASUR vise à créer une **citoyenneté sud-américaine**, et un espace politique souverain.

- création d'une **Banque du Sud** afin de financer des projets de développement sur tout le continent. Cette banque est une alternative souveraine (les décisions sont prises par un conseil ministériel où chaque pays a une voix) à des fonds tels que le FMI ou la Banque Mondiale pour fomenter un véritable développement dans la région. Avec un capital initial de 7 milliards de dollars et un siège à Caracas, la Banque du Sud se concentrera les prochaines années sur des projets continentaux d'infrastructures transfrontalières ainsi que des liaisons routières et ferroviaires.

- création de **TELESUR**, chaîne de télévision à vocation « pan-latino-américaine» (accessible en France depuis la Freebox) en partenariat avec Cuba, l'Argentine et l'Uruguay.

- création de la **CELAC**, outil diplomatique du sous-continent pour s'opposer aux manoeuvres états-uniennes.



ALBA: alliance des pays les plus à gauche de la région, sous les principes de **solidarité politique, économique et écologique**. Ils ont un projet de monnaie commune, le **Sucre**.

Alliés du Venezuela: réputés de « centre-gauche », ces pays sont solidaires du Venezuela, et s'en inspirent parfois comme lorsque l'Argentine a **nationalisé** son pétrole.

Droite libérale: Bien qu'ils soient alliés de Washington et coupables de nombreuses violations des droits de l'homme, le Venezuela a gardé de bonnes relations diplomatiques avec eux afin de les inciter à **s'émanciper de la tutelle états-unienne**.

Droite putschiste: Les Etats-Unis continuent à fomenter des coups d'Etat sur le continent, et parfois ils réussissent. Première décision des pustchistes au Honduras en 2009: rompre les relations avec le Venezuela et quitter l'ALBA.

V - LE PROJET POLITIQUE DE LA DROITE

Il est important pour nous de montrer non seulement les progrès obtenus à travers la révolution bolivarienne depuis l'élection de Chavez en 1998, mais aussi le **danger réel que représente le projet politique de la droite** vénézuélienne qui s'est unie autour d'un candidat unique : Henrique Capriles Radonski.

LE PROJET POLITIQUE DE LA DROITE

Ce projet a été rédigé par la coalition de droite : **Mesa de la Unidad Democratica (MUD)** qui l'a approuvé le 12 janvier 2012. Le programme a été signé le 23 janvier par les candidats à la primaire de la droite Vénézuelienne (Henrique Capriles Radonski, Pablo Pérez, María Corina Machado, Leopoldo López, Diego Arria y Pablo Medina).

Il s'agit donc bien du **projet commun de la droite vénézuélienne**, les primaire ayant été une stratégie pour occuper la scène médiatique avec une mise en scène « démocratique » mais sans véritable débat d'idées, les **candidats s'étant mis d'accord à l'avance sur le programme**.

Ce projet est en fait **basé sur le « Plan consenso Pais »** qui avait été présenté par l'opposition à Chavez en 2004 à l'occasion du référendum révocatoire. Celui-ci avait été **écrit par plusieurs des putschistes de 2002 avec l'aide financière de plusieurs agences américaines** (NED, USAID, CIPE entre autres…). Le programme du MUD se situe dans la lignée directe de ce premier plan, mais en l'élargissant pour qu'il devienne un plan de gouvernement.

Il s'agit d'un projet qui joue sur des mots d'ordre très ambigus qui se structurent autour de l'idée d'une recherche de l'unité du peuple vénézuélien face à la division que Chavez aurait créé. Il propose ainsi la **« dépolitisation de tous les domaines de la société »**. Cependant le projet laisse voir à maintes reprises son caractère **clairement néo-libéral**, voici un des meilleurs exemples : dans la proposition 612, le programme du MUD propose d' « incorporer dans le système éducatif primaire et secondaire, des thèmes démonstratifs du lien entre propriété, progrès économique, liberté politique et développement social ». ("incorporar en el sistema educativo básico y medio, temas demostrativos sobre la conexión entre propiedad, progreso económico, libertad política y desarrollo social"), ce qui montre bien les contradictions entre un soi-disant discours de "neutralité » et le projet politique néo-libéral qui se cache derrière.

Le fil conducteur du programme se tisse autour de la triade : **décentralisation – autonomie – privatisation** : tout au long des 166 pages de programme il y a 83 mentions faites à la décentralisation, 37 références à l'autonomie et pas moins de 103 référence à la « nécessité » d'une participation du privé dans tous les domaines de l'économie.

On connaît la suite : **autonomie de la Banque Centrale du Venezuela** (articles 407-409), qui passe par **l'interdiction (art 408) pour la BCV de « financer les dépenses publiques et alimenter des politiques déficitaire »**: *(prohibir « al BCV financiar gasto público y convalidar políticas fiscales deficitarias").*
De même pour l'autonomie de **PDVSA, qu'ils souhaitent définir comme « une entreprise à but commercial »** (art 500) et la rendre autonome du ministère d'Hydrocarbures.

C'est important d'analyser ce programme car cela permet de faire le **parallèle avec le projet austéritaire qui tente de s'imposer en Europe** et arriver à la même conclusion que l'ex-président Lula lors du Forum de Sao Paulo : **la victoire de Chavez est aussi notre victoire** !

NOUS METTONS EN GARDE LE LECTEUR DE CE « KIT » SUR LE FAIT QUE, CHAVEZ EST DONNE LARGEMENT VAINQUEUR DU SCRUTIN DU 7 OCTOBRE. CEPENDANT LA DROITE A COMMENCE A METTRE EN PLACE UN DISPOSITIF POST-ELECTORAL DE DESTABILISATION DU GOUVERNEMENT.

LE DANGER D'UNE TENTATIVE DE COUP D'ETAT EST REEL COMME NOUS L'AVONS VU RECEMMENT EN HONDURAS ET AU PARAGUAY.

IL FAUDRA RESTER TRES ATTENTIFS CAR SELON LES RESULTATS (VICTOIRE NETTE OU DE JUSTESSE) TOUT PEUT ENCORE ARRIVER APRES LES ELECTIONS.

RESTONS VIGILANTS !!

NO PASARAN !!